

Dialogues Stratégiques

- Le nouveau profil stratégique de la mer Rouge
- L'émergence des nouvelles alliances

Dialogues Stratégiques

Le nouveau profil stratégique de la mer Rouge L'émergence des nouvelles alliances

Auteurs :

Abdelhak Bassou
Alain Oudot de Dainville
Amal El Ouassif
El Mostafa Rezrazi
Emmanuel Véron
Eugène Berg
Fathallah Oualalou
Jacques Gravereau
Jamal Machrouh
Jeremy Ghez
Larabi Jaïdi
Mehdi Benomar
Mohammed Loulichki
Nihal El Mquirmi
Rodolphe Monnet
Sonia Le Gouriellec
Thierry Garcin

Coordination de l'ouvrage

Imane Lahrich
Jennifer Ndzana

Dialogues Stratégiques

- Le nouveau profil stratégique de la mer Rouge
- L'émergence des nouvelles alliances

Copyright © 2022 par HEC Center for Geopolitics et Policy Center for the New South. Tous droits réservés. Aucun élément de cet ouvrage ne peut être reproduit, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse des éditeurs et propriétaires. Les vues exprimées ici sont celles des auteurs et ne doivent pas être attribuées à HEC Center for Geopolitics ou au Policy Center for the New South.

Coordination de l'ouvrage

Imane Lahrach, Program Officer, Policy Center for the New South

Jennifer Ndzana, Intern, Junior Program Officer, Policy Center for the New South

Mise en page

Youssef Ait El Kadi, Senior Graphic Designer, Policy Center for the New South

Contact :

HEC Center for Geopolitics

HEC Paris - 1, rue de la Libération

78351 Jouy en Josas Cedex

Tél : +33 1 39 56 76 88

Email : mercier@hec-crc.fr

Website : www.hec.fr

Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,

Hay Riad, Rabat, Maroc.

Tél : +212 537 54 04 04

Email : contact@policycenter.ma

Website : www.policycenter.ma

ISBN : 978-9920-633-25-3

Table des matières

Liste des auteurs	7
Liste des abréviations	8
A propos d’HEC Center for Geopolitics	10
A propos du Policy Center for the New South.....	11
Introduction	13

PARTIE I : LE NOUVEAU PROFIL STRATEGIQUE DE LA MER ROUGE

I. LA MER ROUGE : NOUVEL ESPACE D’ENJEUX SECURITAIRES

Chapitre 1 : Les défis sécuritaires de la mer Rouge	27
---	----

Amiral Alain Oudot de Dainville

Chapitre 2 : La recomposition sécuritaire du couloir de la mer Rouge entre hybridité et haute intensité	31
---	----

Emmanuel Véron

Chapitre 3 : La Militarisation de la mer Rouge	41
--	----

Nihal El Mquirmi

Chapitre 4 : Le détroit de Bab El-Mandeb : l’architecture de sécurité des États riverains de la mer Rouge et du Golfe d’Aden face aux menaces hybrides	55
--	----

El Mostafa Rezrazi

II. MER ROUGE ET CORNE DE L’AFRIQUE : UNE GEOPOLITIQUE EN MUTATION ?

Chapitre 5 : Les enjeux géopolitiques majeurs de la Corne de l’Afrique	75
--	----

Jamal Machrouh

Chapitre 6 : Les enjeux de l’accès aux ressources maritimes en Corne de l’Afrique : cas du différend maritime entre le Kenya et la Somalie	85
--	----

Amal El Ouassif

Chapitre 7 : La Corne de l’Afrique et la mer Rouge au sein d’un nouveau grand jeu ..	97
--	----

Sonia Le Gouriellec

Chapitre 8 : Le nouveau poids stratégique du canal de Suez	103
--	-----

Thierry Garcin

PARTIE II : L'EMERGENCE DES NOUVELLES ALLIANCES

I. REDEFINITION DES NOUVELLES DYNAMIQUES DE PUISSANCE	111
Chapitre 9 : L'avenir de la relation transatlantique OTAN-UE-US	111
<i>Jeremy Ghez</i>	
Chapitre 10 : Mer Rouge, espace de rivalité entre États régionaux en quête de puissance et d'influence	117
<i>Abdelhak Bassou</i>	
Chapitre 11 : Les coalitions ad hoc	127
<i>Thierry Garcin</i>	
II. RECONFIGURATION DES ALLIANCES DU NOUVEAU SUD ?	137
Chapitre 12 : Les nouvelles alliances au Moyen-Orient	137
<i>Amiral Alain Oudot de Dainville</i>	
Chapitre 13 : Les rivalités des pays du Golfe dans la Corne de l'Afrique	143
<i>Larabi Jaïdi</i>	
Chapitre 14 : L' "OTSC" face à la crise kazakhe et la guerre en Ukraine	161
<i>Eugène Berg</i>	
Chapitre 15 : Le Maghreb en hibernation, en attendant des jours meilleurs	169
<i>Mohammed Loulichki</i>	
III. LA CHINE ET LA RELANCE DU QUAD	187
Chapitre 16 : Les nouvelles alliances : entre cohérence et complexité	187
<i>Fathallah Oualalou</i>	
Chapitre 17 : La vraie fausse alliance Pékin-Moscou	197
<i>Jacques Gravereau</i>	
Chapitre 18 : "QUAD" : une alliance entre renouveau et croisée des chemins.....	205
<i>Mehdi Benomar</i>	
Chapitre 19 : L'Inde et le QUAD	213
<i>Rodolphe Monnet</i>	

Liste des auteurs

Abdelhak Bassou, Senior Fellow, Policy Center for the New South

Alain Oudot de Dainville, Ancien Chef d'État-Major de la Marine, chercheur associé, Centre HEC de Géopolitique

Amal El Ouassif, spécialiste en relations internationales, Policy Center for the New South

El Mostafa Rezrazi, Senior Fellow, Policy Center for the New South

Emmanuel Véron, enseignant et chercheur associé, Ecole navale et HEC Paris

Eugène Berg, Ancien Ambassadeur et chercheur, Centre HEC de Géopolitique

Fathallah Oualalou, Senior Fellow, Policy Center for the New South

Jacques Gravereau, Président, HEC Eurasia

Jamal Machrouh, Senior Fellow, Policy Center for the New South

Jeremy Ghez, Chercheur Associé, Centre HEC de Géopolitique

Larabi Jaïdi, Senior Fellow, Policy Center for the New South

Mehdi Benomar, Manager, Département de recherche en Relations Internationales, Policy Center for the New South

Mohammed Loulichki, Senior Fellow, Policy Center for the New South

Nihal El Mquirmi, spécialiste en Relations internationales, Policy Center for the New South

Rodolphe Monnet, expert Inde du Centre HEC de Géopolitique

Sonia Le Gouriellec, chercheuse associée, HEC Center de géopolitique

Thierry Garcin, producteur de l'émission géopolitique de France Culture

Liste des abréviations

AARSGA	Le Conseil des États côtiers arabes et africains de la mer Rouge et du golfe d'Aden
ADM	Armes de destruction massive
AELE	Association européenne de libre-échange
AQAP	Al-Qaeda in the Arabian Peninsula
ASEAN	Association des Nations d'Asie du Sud-Est
AUKUS	Australie- Royaume-Uni – Etats-Unis
BITD	Base industrielle et technologique de défense
BJP	Bharatiya Janata Party
BM	Banque Mondiale
BRI	Belt and Road Initiative
BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud
CAE	Communauté d'Afrique de l'Est
CCG	Conseil de Coopération du Golfe
CEDEAO	Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CEI	Communauté des Etats indépendants
CEN-SAD	Communauté des États Sahélo Sahariens
CESA	Centre d'études stratégiques de l'Afrique
CIJ	Cour Internationale de Justice
CMF	Combined maritime forces
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
COMESA	Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe
CPCM	Comité permanent consultatif maghrébin
CTF 150	(Combined Task Force 150)
CTF	Combined task force
CTF	Combined Task Force
EAU	Emirates Arabes Unis
EIIL	Etat Islamique en Irak et au Levant
EPLF	Forces de libération du peuple érythréen
EULEX	European Union Rule of Law Mission in Kosovo
FIAS	Force Internationale d'assistance à la sécurité
GNL	Gaz naturel liquéfié
GUN	Gouvernement d'Union Nationale
HCR	Haut-Commissariat des Réfugiés
IGAD	Autorité Intergouvernementale sur le Développement
IMSC	International Maritime Security Construct
IOR	Région de l'Océan Indien
JADI	Djedda-Istanbul via Damas
JCG	Garde côtière Japonaise
JCPoA	Accord de Vienne sur le nucléaire iranien
JMSDF	Force maritime d'autodéfense japonaise

JMSDF	Force Maritimes d'Autodéfense Japonaises
LGV	Ligne à Grande Vitesse
MARAD	Administration Maritime Américaine
MBS	Mohammed Ben Salman
MBZ	Mohammed Ben Zayed
MCC	Comité de la Coordination Militaire
MINUK	Mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo
MLIT	Ministère du Territoire, des Infrastructures, des Transports et du Tourisme
OCS	Organisation de Coopération de Shanghai
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique nord
OTSC	Organisation du traité de sécurité collective
OUA	Organisation de l'unité africaine
PCASP	Privately Contracted Armed Security Personnel
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
QUAD	QUADrilateral Security Dialogue
RCN	Émirats Arabes Unis-Turquie via la Syrie
RECEP	Partenariat régionale économique global
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SADEC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SIPRI	Institut international de recherche sur la paix de Stockholm
TIKAD	Tokyo International Conference on African Development
TPLF	Front de libération du peuple tigréen
TPP	Partenariat transpacifique
TSC	Traité de sécurité Collective
UA	Union Africaine
UAV	Unmanned Aerial Vehicle
UE	Union Européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UGM	Union du Grand Maghreb
UIOM	Union Internationale des Oulémas Musulmans
UMA	Union du Maghreb Arabe
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
UNODC	Office des Nations Unies contre les drogues et le crime
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques
USA	United States of America
ZEE	Zones Economiques Exclusives
ZLECAF	Zone de libre-échange continentale africaine

A propos d'HEC Center for Geopolitics

L'émergence d'une géopolitique de plus en plus complexe et le constat d'une géo-économie en plein bouleversement ont conduit le groupe HEC, en 2013, à créer le Centre HEC de Géopolitique. Il a pour objectif principal de sensibiliser et de former les dirigeants des secteurs privé et public aux nouveaux défis allant du risque pays à l'analyse prospective. Lieu de formation, de dialogue et de réflexion, ouvert aux responsables d'entreprise, décideurs politiques et experts internationaux, le Centre HEC de Géopolitique se veut un forum sur les enjeux géoéconomiques et géostratégiques qui déterminent un environnement international en constante mutation. Il vise à rendre la géostratégie et la géopolitique plus opérationnelles en servant de « trait d'union » entre le secteur privé, le secteur public et le monde académique, et en s'efforçant de faire dialoguer différentes disciplines et méthodologies.

www.hec.fr

A propos du Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

A ce titre, le PCNS mobilise des chercheurs, publie leurs travaux et capitalise sur un réseau de partenaires de renom, issus de tous les continents. Le PCNS organise tout au long de l'année une série de rencontres de formats et de niveaux différents, dont les plus importantes sont les conférences internationales annuelles « The Atlantic Dialogues » et « African Peace and Security Annual Conference » (APSACO).

Enfin, le think tank développe une communauté de jeunes leaders à travers le programme Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL). Cet espace de coopération et de mise en relation d'une nouvelle génération de décideurs et d'entrepreneurs, est déjà fort de plus de 300 membres. Le PCNS contribue ainsi au dialogue intergénérationnel et à l'émergence des leaders de demain.

www.policycenter.ma

Introduction

PARTIE I : Le nouveau profil stratégique de la mer Rouge

I : La mer Rouge : nouvel espace d'enjeux sécuritaires

Chapitre 1 : Les défis sécuritaires de la mer Rouge

Amiral Alain Oudot de Dainville

La mer Rouge est une voie maritime très fréquentée, trait d'union entre l'Asie et l'Europe, à la croisée de trois continents. Il est indéniable qu'elle suscite de plus en plus d'intérêt à l'échelle régionale et même mondiale de la part de divers acteurs aux intérêts divergents. Chaque jour, ce sont 50 navires dans le canal de Suez, 4 millions de barils transitant par Bab El-Mandeb, 15% du commerce international, dont la route maritime Chine-Europe de la BRI (Belt and Road Initiative), des câbles sous-marins. S'étendant sur 1 900 km avec plus de 500 îles, dont celle de Dahlak qui appartient à l'Érythrée, base navale éphémère près du détroit sud, la mer est verrouillée par deux portes stratégiques, le détroit de Bab El-Mandeb et le canal de Suez et par deux pays, Israël et la Jordanie et une troisième, le détroit de Tiran. Ainsi, elle constitue une zone stratégique importante. C'est une des mers les plus salées du globe. En conséquence les sous-marins, qui peuvent y opérer contrairement au Golfe Persique, y sont difficiles à détecter par les ondes sonores. Sa sécurité est un double défi, régional et international. Par conséquent, elle relève en premier lieu de la responsabilité des États qui la bordent, mais également des grandes puissances, et pour deux raisons, maîtriser les eaux internationales et suppléer les déficiences des États côtiers.

Chapitre 2 : La recomposition sécuritaire du couloir de la mer Rouge, entre hybridité et haute intensité ?

Emmanuel Véron

Alors que les priorités stratégiques de la puissance américaine font l'objet d'une recomposition majeure des efforts en direction du vaste espace dit « Indopacifique », dont notre objet géographique est partie prenante, la guerre en Ukraine connaît une intensification sans précédent depuis la fin février 2022. Espace maritime cloisonné, situé sur l'une des trois grandes routes commerciales mondiales (Asie-Europe), la mer Rouge pourrait sembler être en dehors, à tout le moins à la marge des enjeux sécuritaires et

stratégiques. Le système international toujours plus complexe, allie de manière fractale verticalité de l'action des acteurs et horizontalité des crises, des problématiques et sujets sécuritaires. Si l'ensemble des grands acteurs internationaux sont présents et participent de facto de l'environnement stratégique de la mer Rouge, des efforts stratégiques et des projections de puissance des acteurs (étatiques) régionaux ou, plus largement, moyen-orientaux cristallise non seulement la complexité stratégique, mais dicte aussi de plus en plus l'agenda régional. Il est donc essentiel de s'interroger sur deux notions clefs des mouvements stratégiques de la région : l'hybridité et la haute intensité.

Chapitre 3 : La Militarisation de la mer Rouge

Nihal El Mquirmi

La militarisation de la mer Rouge doit d'abord être comprise à travers l'intérêt porté par des puissances étrangères à la région, ainsi que par leur présence militaire, possible grâce à la signature de nombreux accords bilatéraux avec certains pays riverains. Si, il y a encore quelques années, l'enjeu principal était la lutte contre le terrorisme et la piraterie, de nos jours les menaces sur la région sont aussi diverses que complexes. Les différents points de tension, aux niveaux interne et externe, ainsi que la présence croissante de différentes puissances extrarégionales, ont accru le phénomène de la militarisation de cette zone, où les alliances se font et se défont selon que les intérêts convergent ou divergent, mais qui ont des conséquences directes sur la stabilité de cette zone. Pourtant, la région regorge de matières premières (ressources naturelles, végétales et animales) qui pourraient contribuer largement à une croissance économique stable et à un développement durable.

L'objectif à travers ce Papier est d'analyser les dynamiques locales et régionales, d'une part, auxquelles sont venus se greffer les intérêts des puissances étrangères qui se sont traduits par l'établissement d'alliances stratégiques avec des acteurs politiques de la Corne de l'Afrique, contribuant à la modification et à la fragilisation des équilibres de pouvoir locaux. En effet, de par ces alliances, ces acteurs politiques locaux se sont souvent retrouvés au milieu de rivalités internationales plus larges qui, dans certains cas, ont rapidement débordé sur la politique intérieure des pays de la Corne, en amplifiant les tensions locales préexistantes.

L'idée n'étant pas de présenter les pays de la Corne de l'Afrique comme des victimes de cette militarisation, mais plutôt d'analyser comment ces derniers ont tiré parti de cette implication des puissances étrangères afin de faire avancer leurs propres intérêts.

Chapitre 4 : Le détroit de Bab al-Mandab: la perception japonaise de l'architecture de la sécurité dans la mer Rouge et le golfe d'Aden

El Mostafa Rezrazi

Le détroit de Bab al-Mandab est un point d'étranglement entre la Corne de l'Afrique et le Moyen-Orient, et un lien stratégique entre la mer Méditerranée et l'océan Indien. Il est situé entre le Yémen, le Djibouti et l'Érythrée et relie la mer Rouge au golfe d'Aden et à la mer d'Oman. La plupart des exportations du golfe Persique qui transitent par le canal de Suez et le gazoduc SUMED passent inévitablement par Bab al-Mandab et/ou le détroit d'Ormuz. Les points d'étranglement sont des canaux étroits le long des routes maritimes mondiales largement utilisées dont dépend l'approvisionnement énergétique mondial. Le détroit de Bab al-Mandab mesure 18 miles de large à son point le plus étroit, limitant le trafic des pétroliers à deux canaux de 2 miles de largeur pour les convois entrants et sortants.

II : Mer Rouge et Corne de l'Afrique : une géopolitique en mutation ?

Chapitre 5 : Les enjeux géopolitiques majeurs de la Corne de l'Afrique

Dr. Jamal MACHROUH

Il existe deux conceptions/représentations géopolitiques de la région de la Corne de l'Afrique. La première, extensive, englobe dans la région l'Éthiopie, l'Érythrée, le Djibouti, la Somalie, le Kenya, le Soudan, le Soudan du Sud et l'Ouganda. La deuxième conception, restrictive, limite les pays faisant partie de la région de la Corne de l'Afrique à quatre: l'Éthiopie, l'Érythrée, le Djibouti, et la Somalie. La conception restrictive nous paraît être la plus pertinente, et ce pour, au moins, deux raisons. Une raison sémantique, d'abord, en ce sens que l'appellation de la Corne, évocatrice de celle de la corne d'un rhinocéros, correspondrait géographiquement davantage aux quatre pays de la conception restrictive qu'à ceux de la conception extensive. Puis, une raison objective, dans la mesure où l'Éthiopie, l'Érythrée, le Djibouti et la Somalie forment un ensemble géopolitique basé sur le partage de liens géographiques, historiques et culturels. Ainsi considérée, la région de la Corne a un profil éminemment stratégique qui la place au cœur des enjeux internationaux. Elle longe la mer rouge, la mer d'Arabie et l'océan indien. Elle contrôle la partie West du détroit de Bab-el-Mandab, et constitue, par son appartenance à l'espace maritime de la mer Rouge, un carrefour entre les trois continents : africain, asiatique et européen. Les enjeux géopolitiques majeurs de la région de la Corne de l'Afrique, lesquels pourraient être déclinés comme suit : la sécurité des voies maritimes du transport international ; la malédiction de la fragmentation des entités politiques

dans la région ; la gestion des tensions politiques intra-régionales, le management des « guerres de l'eau » avec le voisinage et, enfin, la résilience de la région de la Corne face aux jeux d'influence et de rivalité entre les puissances régionales et globales.

Chapitre 6 : Les enjeux de l'accès aux ressources maritimes en Corne de l'Afrique : cas du différend maritime entre le Kenya et la Somalie

Amal El Ouassif

Le Kenya et la Somalie, deux Etats voisins longeant la côte africaine de l'océan Indien, sont impliqués dans un différend maritime qui date de 2014 et dont les conséquences peuvent s'avérer déterminantes pour les relations bilatérales entre les deux pays. Accès aux ressources maritimes et quête d'influence régionale sont les manifestations sur le terrain d'enjeux de nature stratégique qui mettent en lumière la problématique des délimitations maritimes, dans un espace stratégique, avoisinant la mer Rouge.

Ce chapitre propose de revenir sur la genèse du différend maritime qui oppose Nairobi à Mogadiscio, ses conséquences sur les relations bilatérales entre les deux pays ainsi que les enjeux stratégiques en question et les potentielles implications sur la région d'Afrique de l'Est.

Chapitre 7 : La Corne de l'Afrique et la mer Rouge au sein d'un nouveau grand jeu

Sonia Le Gouriellec

Depuis plusieurs mois, l'Éthiopie ne cache pas sa volonté de peser sur les alliances qui se nouent autour de cette mer stratégique alors même que le pays est enclavé. Au même moment, le ministre des Affaires étrangères Demeke Mekonnen avertissait que toute alliance excluant l'Éthiopie des questions liées à la mer Rouge était inacceptable. Il est difficile d'évaluer si cette dernière est aujourd'hui plus qu'avant au cœur d'un grand jeu entre puissances globales et puissances régionales. Néanmoins, jamais les grandes puissances n'ont manifesté leur volonté de pouvoir bénéficier de facilités portuaires sur la mer Rouge qui voit passer une grande partie du commerce mondial dans un contexte global d'incertitude.

La stabilité du système international a de quoi inquiéter : recul de l'hyperpuissance américaine, rapprochement de la Chine et de la Russie et conflits sur des territoires tiers, comme l'Ukraine. Les événements qui se déroulent dans la Corne de l'Afrique sont aussi révélateurs de ces transformations qu'ils invitent à la prudence, car les alliances

qui se nouent dans cette zone montrent qu'il ne faut pas oublier les contingences locales c'est-à-dire les capacités d'action des acteurs locaux, même s'ils sont des acteurs dits « périphériques ». Ces derniers ont un agenda et s'ils ne sont pas au centre de ces jeux de puissance, ils ont également leur carte à jouer.

Chapitre 8 : Le nouveau poids stratégique du Canal de Suez

Thierry Garcin

Les canaux et détroits jouent un rôle clé, à commencer par Malacca (30 % du trafic mondial), Suez (10 %) et Panama (5 %). Certes, le canal de Suez dépend peu de la mer Noire et des détroits turcs, mais il est étroitement tributaire de la mer Rouge (instabilités politiques), du Golfe d'Aden (détroit de Bab el-Mandeb, piraterie, guerres successives du Yémen) et de Gibraltar. Bien entendu, les dynamiques de ces grandes artères ont été renforcées par la mondialisation (croissance par des exportations, interdépendances économiques) et l'essor des pays émergents, mais ont été aussi récemment perturbées par les crises économiques régionales et internationales (1998, 2008), les régimes de sanctions (Iran, Chine, Russie...), les cours des matières premières, la pandémie du coronavirus et la nécessité de relocaliser, désorganisant alors les chaînes d'approvisionnement et de valeur. Si les aléas classiques restent tout aussi inquiétants que par le passé, les Crises économiques, sanctions, conflits armés, piraterie (même si elle est en forte diminution dans le Golfe d'Aden), attentats (décennie 2010), éventuelles épidémies ou pandémies, cours des matières premières, réduction du commerce « à flux tendu », relocalisations partielles, etc., - facteurs souvent interactifs, d'ailleurs, continuent de menacer davantage cette sous-région.

PARTIE II : L'EMERGENCE DES NOUVELLES ALLIANCES

I : REDEFINITION DES NOUVELLES DYNAMIQUES DE PUISSANCE

Chapitre 9 : L'avenir de la relation transatlantique OTAN-UE-US

Jeremy Ghez

Si les annonces de la mort de la relation transatlantique ont donc été multiples, elles semblent aujourd'hui largement prématurées. La crise diplomatique de 2003 qui a suivi la guerre américaine en Irak n'a pas causé la rupture que d'aucuns craignaient ou appelaient de leurs vœux, de même qu'elle n'a pas été aussi profonde que l'on aurait pu l'anticiper. Le fameux pivot de Barack Obama vers l'Asie n'a jamais été suivi d'effets concrets pour la relation transatlantique, dans la mesure où Washington a souvent dû

s'unir avec l'Europe pour faire avancer ses intérêts dans la région face à une Chine de plus en plus influente. La présidence Trump et sa volonté de mettre à plus grande contribution les alliés européens en matière de dépenses militaires et d'accroître la pression commerciale sur Bruxelles par le biais de tarifs douaniers élevés n'a pas non plus signé la fin de la relation, encore moins l'arrivée de Joe Biden ayant fait renaître les espoirs d'un « retour à la normale ». La résilience est particulièrement remarquable compte tenu des pressions auxquelles cette relation historique a dû faire face. Il convient ici de s'interroger sur les raisons de cette résilience puis de se pencher sur le rôle que pourrait jouer cette relation à l'avenir, non seulement pour ses parties prenantes, mais également dans le reste du monde. C'est la notion même d'« Occident » qui pourrait mériter une redéfinition compte tenu de cette résilience.

Chapitre 10 : Mer Rouge, espace de rivalité entre États régionaux en quête de puissance et d'influence

Abdelhak Bassou

La chute du mur de Berlin avait enterré le système bipolaire Est/Ouest dominé par les deux grandes puissances du moment, les États-Unis d'Amérique (USA) et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS). Deux grandes idées surgissent, alors, prédisant la nouvelle configuration de l'ordre mondial : la première fondée l'idée prévoyant un pôle unique, l'Occident, guidé par les États-Unis et la seconde basée sur la naissance de pôles calqués sur des aires de civilisation et conduits, chacun, par une puissance émergente. Les bouleversements qu'a connus le monde à savoir les attentats du 11 septembre, l'accession de la Chine au toit du monde et l'arrivée au pouvoir de Poutine en Russie génèrent un nouveau panorama mondial quasi-chaotique et incertain que certains qualifient de zéro-polaire et d'autres de multipolaire. Il en résulte donc l'apparition de nouvelles zones de rivalité, la multiplication de lignes de démarcation entre puissances rivales et de nouvelles zones d'influence. Parmi ces aires africaines où rivalisent les puissances précitées, figure celle de la mer Rouge. convoités lors de la guerre froide par les deux camps, plusieurs pays riverains de cette mer avaient constamment changé d'obédience et de camp au gré des révolutions et des contre-révolutions. Égypte, Soudan, Somalie, Ethiopie, Yémen et Erythrée sont passés, au moins une fois, d'un clan à l'autre en dépit de leur acclamation d'appartenance au mouvement des non-alignés. Ces pays tanguaient, en fonction de leurs intérêts, d'un côté à l'autre. Aujourd'hui, le bassin de la mer Rouge est un espace où se croisent, rivalisent et s'affrontent les aspirations de grandeur, d'hégémonie et d'influence, non seulement des grandes puissances (Chine, États-Unis, Russie et Europe), mais également de puissances régionales moyennes ou émergentes, riveraines ou non de la

mer Rouge. L'analyse des rivalités de toutes ces puissances, grandes et moins grandes, dépasse le cadre du présent Papier qui se limitera à sept d'entre elles ; quasi toutes musulmanes. Ce sont l'Arabie-Saoudite, l'Égypte, Israël, l'Iran, les Émirats-Arabs-Unis, la Turquie et le Qatar.

Chapitre 11 : Les coalitions ad hoc

Thierry Garcin

La diversité des conflits armés depuis les bouleversements internationaux de 1989-1991 et la dynamique belligère des rapports de force interétatiques obligent à d'abord bien différencier les alliances des coalitions. L'alliance, fondée sur une charte fondatrice, une solidarité affichée et un engagement durable, dépend de la perception d'une menace de long terme et de la mobilisation de moyens collectifs. Pour ne citer que de grands classiques, le traité de Dunkerque de 1947 entre le Royaume-Uni et la France et destiné à éviter toute « agression armée » allemande, était prévu pour cinquante ans. Il fut élargi aux trois pays du Benelux en 1948 sous le nom de traité de Bruxelles, centré sur la nouvelle menace soviétique (signé également pour une période de cinquante ans). Sans s'étendre sur la période des rapports Est-Ouest, il faut néanmoins remarquer d'entrée de jeu qu'à cette heure, l'Alliance atlantique, créée en 1949, a été et demeure la seule organisation de défense collective digne de ce nom, même si le fameux article V de sa charte ne prévoit pas une réponse automatique dans le cas d'agression d'un ou de plusieurs de ses membres. De surcroît, elle a fait ses preuves durant la guerre froide. Même si elle a connu plusieurs crises internes graves, elle s'est ressaisie en 2022 sous l'effet de la guerre d'agression russe de l'Ukraine, au point qu'on l'a dite « ressuscitée ». Il faut noter enfin que l'alliance, inscrite dès le départ dans le temps long, met en place un réseau clientéliste (l'Alliance atlantique avec d'anciens pays de l'Est), largement consolidé par les ventes d'armes (marchés captifs). La domination du chef peut y être totale, avec l'inconvénient que la délégation de pouvoirs y devient un exercice particulièrement délicat. La dévolution y est rare : même le Royaume-Uni dans l'Alliance atlantique a des devoirs, qu'il remplit d'ailleurs à la perfection. Se pose alors la question des coalitions ad hoc, dont les buts, les moyens, les échecs et les succès ont beaucoup évolué depuis une trentaine d'années. Quelle typologie en dresser ? Quelles fortunes sont-elles connues ? Sont-elles promises à un long avenir, compte tenu du « pivot à l'est » des États-Unis, des nouvelles visées de Bruxelles sur une « défense européenne », de l'affaiblissement régulier de la Russie (aggravé par la guerre d'agression de l'Ukraine en 2022), des ambitions stratégiques de la Chine ? Finalement, sont-elles moins contraignantes et plus efficaces ?

II : RECONFIGURATION DES ALLIANCES DU NOUVEAU SUD ?

Chapitre 12 : Les nouvelles alliances au Moyen-Orient

Amiral Alain Oudot de Dainville

La Deuxième Guerre mondiale accoucha d'une architecture de sécurité au Moyen-Orient, balayant progressivement la colonisation britannique. En 2022, cet ordre est remis en cause par la montée mondiale de la Chine et l'émergence de puissances plus régionales (Inde, Turquie, Russie,...) alors que l'invasion russe de l'Ukraine continue de fragmenter le système diplomatique et économique mondial. Le Moyen-Orient est toujours à la recherche d'un protecteur, ses États ne concevant pas encore leur autonomie stratégique, dans un jeu diplomatique où les cartes sont sans cesse rebattues. Il y a quelques mois, le président turc Recep Tayyip Erdogan était considéré en paria en Arabie Saoudite, mais voici quelques jours, il y est reçu par le roi après s'être rendu aux Émirats Arabes Unis en février. Fin avril, les ennemis jurés saoudiens et iraniens tiennent un cinquième cycle de pourparlers de normalisation. En mars, le président israélien Isaac Herzog s'est rendu en Turquie, première visite d'un haut responsable israélien depuis 14 ans. Le même mois, Bachar al-Assad visite "l'Expo 2020" à Dubaï, où il a rencontré des dirigeants émiratis. Pendant l'hiver, les Émiratis et les Iraniens ont échangé des délégations commerciales et d'investissement.

Chapitre 13 : Les rivalités des pays du Golfe dans la Corne de l'Afrique

Larabi Jaïdi

La mer Rouge est une voie maritime où s'affrontent des puissances mondiales (États-Unis, Chine, Europe et Inde) et des puissances régionales en émergence (Arabie saoudite, Émirats arabes unis (EAU), Qatar). L'histoire de la longue durée enseigne que le Golfe arabe et la Corne de l'Afrique ont constitué un continuum tissé de relations multidimensionnelles fluctuantes et aux influences croisées. Dans les temps récents, les pays du Golfe ont ressenti la nécessité de s'impliquer plus profondément dans la région pour des raisons stratégiques d'intérêts économiques et sécuritaires. La guerre au Yémen et la crise du Golfe en 2017 ont rehaussé l'intérêt stratégique de la région pour les pays du Golfe.

Ce contexte a eu des conséquences directes sur l'ampleur et le mode d'intervention de ces pays dans la région, conduisant à une reconfiguration des alliances et des équilibres politiques entre les États de la Corne. Les rivalités entre les monarchies de la péninsule, notamment depuis l'éclatement des tensions avec le Qatar ont marqué de

leurs empreintes les évolutions des relations entre ces partenaires. Cette communication a pour but d'apporter un éclairage sur l'enchevêtrement des enjeux de sécurité et des intérêts économiques que suscitent les relations dynamiques et déséquilibrées entre deux ensembles de pays traversés par de fortes tensions internes et externes. Des tensions qui handicapent leur volonté de répondre par des stratégies convergentes aux défis de la sécurité, du développement et de la stabilité.

Chapitre 14 : L'OTSC face à la crise kazakhe et la guerre en Ukraine

Eugène Berg

Pendant 30 ans, l'OTSC est restée une alliance pacifique. Si des exercices militaires collectifs sont organisés, des troupes n'avaient pas encore été envoyées. La situation au Kazakhstan est ainsi devenue le premier précédent pour le déploiement de ses soldats. Afin de protéger d'importantes installations étatiques et militaires et apporter une aide aux forces de l'ordre pour stabiliser la situation, plus de 3 000 soldats de la paix ont été envoyés au Kazakhstan dans le cadre de la force de réponse de l'OTSC à cette crise. Cette intervention des forces militaires de l'OTSC les premiers jours de janvier 2022, pilotée par la Russie, a très probablement servi de « galop » d'essai à l'« opération militaire spéciale » en Ukraine, sept semaines plus tard, en lançant une série de messages à la communauté internationale. La Russie démontre ainsi sa capacité d'intervenir avec célérité et efficacité pour défendre la sécurité de ses amis et alliés et sa position de force de stabilité de son « arrière-cour » d'Asie centrale, où la Chine est devenue le principal partenaire commercial des pays de la région. Cette série de signaux envoyée à la veille des négociations clefs à propos de l'Ukraine et de l'architecture de sécurité en Europe permettent à Vladimir Poutine de démontrer au monde qu'il était maître des horloges.

Chapitre 15 : Le Maghreb en hibernation, en attendant des jours meilleurs

Mohammed Loulichki

Une observation minutieuse de la scène maghrébine d'aujourd'hui laisse entrevoir que l'état des lieux ne permet pas d'entretenir l'espoir quant à une éventuelle relance, à court ou à moyen terme, du projet maghrébin. En effet, l'année 2022 provoque amertume et consternation parmi les peuples de la Région et suscite inquiétude et interrogations de la part de leurs voisins et de leurs partenaires internationaux. L'escalade diplomatique et médiatique entre Rabat et Alger a enregistré des sommets inégalés durant les deux dernières années et le rejet, par l'Algérie, des initiatives et appels au dialogue lancés par le Roi du Maroc s'accompagne du refus de tout effort de

médiation ou de bons offices émanant des autres pays maghrébins ou des partenaires arabes ou européens de la région. Le Nord de l'Afrique autrefois connue pour être la plus ouverte sur l'extérieur la plus stable et la moins conflictuelle du monde arabe et du Continent est aujourd'hui secouée par des conflits internes, des crises et des tensions qui l'éloignent de plus en plus de la réalisation du rêve d'unité et d'intégration qui a bercé tant de générations d'avant et d'après les indépendances politiques des cinq États qui composent le Maghreb. Bien plus, La stagnation du processus d'intégration fait du Maghreb l'une des zones les moins intégrées. Ce retard paraît difficile à justifier si l'on considère les indéniables atouts dont dispose la Région en termes de communauté de religion, de culture, de langue, de complémentarité économique et d'une stimulante proximité géographique avec l'Union européenne (UE), en tant que référence et modèle de développement économique et d'intégration politique.

Chapitre 16 : Les nouvelles alliances : entre cohérence et complexité

Fathallah Oualalou

Qu'il s'agisse du commerce, de politique ou encore de défense et de sécurité, le système international fait face à une reconfiguration. Les nouvelles transformations s'accompagnent donc de la multiplication d'accords bilatéraux ou multilatéraux. Après une première bipolarisation qui a donné lieu entre 1947 et 1991 à un antagonisme entre deux camps : Washington et Moscou, une nouvelle bipolarisation s'est installée dans le monde, représentée d'une part par les États-Unis toujours première puissance dans le monde et d'autre part la Chine qui ambitionne de se positionner en tant que leader mondial. La guerre en Ukraine qui constitue un reliquat des antagonismes de la première bipolarisation devait trouver sa solution dans le cadre de celui de la deuxième. Dans ce contexte d'un retour de la guerre et de la compétition économique et géostratégique permanente, ce papier analyse les transformations géopolitiques qui accompagnent ces deux derniers siècles. Elle esquisse ainsi les nouvelles alliances et les nouveaux canaux dans lesquels se déroule le jeu géopolitique actuel.

III : LA CHINE ET LA RELANCE DU QUAD

Chapitre 17 : La vraie fausse alliance Pékin-Moscou

Jacques Gravereau

Le 4 février 2022, à l'invitation du président de la République populaire de Chine, Xi Jinping, le président russe Vladimir V. Poutine s'est rendu à Pékin pour participer à l'ouverture des Jeux Olympiques d'hiver. A cette occasion, les deux leaders chinois

et russe ont signé une déclaration, un document très général et peu précis de seize pages proclamant une « amitié sans limites » dans tous les domaines. D'ailleurs, Vladimir Poutine a été le seul chef d'un grand pays à avoir fait le déplacement pour les Jeux Olympiques de Pékin. Tous les autres chefs d'État ont décliné l'invitation à cause de la répression massive des droits de l'homme dans la grande province chinoise du Xinjiang. Dans ladite déclaration il est stipulé que les parties appellent tous les États à rechercher le bien-être pour tous à défendre des valeurs humaines universelles. Si Cette relation Russie-Chine a connu des transitions majeures depuis 1992, elle a évolué vers une alliance informelle face à ce que les deux pays considèrent comme une menace croissante de l'Occident pour leurs régimes dès 2012. Le 24 février 2022, la Russie a envahi l'Ukraine, et l'ONU a condamné cette offensive contraire au droit international. S'en suit alors une désolidarisation de la Chine qui décide de s'abstenir lors de l'Assemblée générale de l'ONU. Dans ce contexte, le vacarme médiatique a complètement passé sous silence les relations quotidiennes entre la Chine et l'Ukraine. En revanche, les relations entre les deux pays ne sont pas négligeables vu la présence des géants chinois en Ukraine. La signature de la déclaration entre la Russie et la Chine a un seul message à transmettre : celui d'un affichage des régimes autoritaires en défi au système occidental, singulièrement américain. Ces propos renvoient-ils à l'inauguration d'une véritable alliance entre Pékin et Moscou ?

Chapitre 18 : "QUAD" : une alliance entre nouveau et croisée des chemins

Mehdi Benomar

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, marquant une apogée historique de l'influence américaine sur le Pacifique, les alliances militaro-diplomatiques ont rencontré une évolution notable à la mesure de la montée en puissance de nouvelles économies émergentes et de la contestation de la suprématie américaine. En retour, le Dialogue Quadrilatéral pour la Sécurité (QUAD), rassemblement informel liant les États-Unis, l'Inde, le Japon et l'Australie, s'inscrit dans le déploiement d'alliance de Washington en Indopacifique. Ce cadre stratégique que la Chine a systématiquement critiqué et rejeté, y voyant même « une menace à la paix mondiale », a pro-voqué remous et crispations depuis sa mise en place. Au-delà des enjeux maritimes et de sécurité, le QUAD constitue également un cadre pour la compétition technologique où le cyber, l'intelligence artificielle, les matériaux critiques et les applications quantiques sont au cœur de la rivalité entre la Chine et les États-Unis. Après un retour sur les origines de cette alliance, sur les principales étapes de sa construction et son évolution récente, cette publication propose une grille d'analyse du potentiel d'élargissement du QUAD.

Chapitre 19 : L'Inde et le QUAD

Rodolphe Monnet

Créé comme structure de coopération maritime en 2004, suite au tsunami ayant touché les côtes indonésiennes, le QUAD - QUADrilateral Security Dialogue - est désormais une architecture régionale de sécurité articulée autour de quatre États, le Japon, les États-Unis, l'Australie et l'Inde. Compte tenu des récents mouvements politiques et militaires dans les zones de l'Asie du Sud-Est et de la mer de Chine méridionale, encore plus exacerbée par les rivalités économiques et technologiques entre les États-Unis et la Chine, cette organisation est perçue par les observateurs comme une instance de dialogue vis-à-vis de la Chine et pourrait aussi constituer un socle d'alliances à élargir dans la zone Indopacifique. Vue de Delhi, cette initiative QUAD est soutenue par les partis du Congrès puis du BJP. Qu'il s'agisse de Manmohan Singh ou de Narendra Modi, l'un et l'autre ont contribué à sa création et à son développement. Dès 2017, le Premier ministre Narendra Damodardas Modi s'était engagé dans ce sens aux côtés de ses trois autres partenaires. Compte tenu des investissements comme des coopérations menées par la Chine via sa politique d'expansion "One Belt, One Road", New Delhi se sent particulièrement contraint dans sa sphère d'influence rapprochée, composée par le Sri Lanka, le Bangladesh, le Myanmar, le Népal ou encore les Maldives. Les incursions comme les incidents de Galwan à l'été 2020 en sont une preuve concrète. Pour autant, New Delhi est bien conscient qu'un statu quo est nécessaire eu égard au déficit de sa balance commerciale avec la Chine et à l'importance de certaines matières premières nécessaires au fonctionnement de l'économie indienne.

Dialogues Stratégiques

- **Le nouveau profil stratégique de la mer Rouge**
- **L'émergence des nouvelles alliances**

Les Dialogues stratégiques, une collaboration entre le HEC Center for Geopolitics et le Policy Center for the New South représentent une plateforme d'analyse et d'échange biannuelle réunissant des experts, des praticiens, des décideurs politiques ainsi que le monde universitaire et les médias au service d'une réflexion critique et approfondie sur les tendances politiques mondiales et les grandes questions d'importance commune pour l'Europe et l'Afrique.

Cette publication est issue de la 12ème édition qui s'est tenue le 13 Mai 2022 et comprend l'ensemble des contributions qui furent présentées, discutées et enrichies à l'occasion de la rencontre autour des deux thématiques : « Le nouveau profil stratégique de la mer Rouge » et « L'émergence des nouvelles alliances ».

HEC CENTER FOR GEOPOLITICS

Paris, France
www.hec.fr

POLICY CENTER FOR THE NEW SOUTH

Rabat, Maroc
www.policycenter.ma

ISBN : 978-9920-633-25-3



9 789920 633253

95 Dhs